



Synthèse des Assises académiques Académie de Montpellier - Mardi 15 octobre 2013

Echanges sur les constats du rapport de diagnostic Réflexion collective autour des modalités de mise en œuvre des leviers identifiés

Cette synthèse a pour vocation de tenter de dégager les points les plus saillants de la réflexion des acteurs de l'éducation prioritaire. Ils ont contribué de façon dynamique à ce temps d'échanges, s'efforçant d'élaborer des pistes concrètes pour mieux répondre aux besoins des élèves, de les accompagner au mieux de leur potentialité. La diversité des propositions présentées est nécessairement atténuée dans ce document qui se veut synthétique.

SOMMAIRE

| | |
|---|------------|
| PARTAGE DU DIAGNOSTIC | p 3 |
| <u>I- Constat, état des lieux</u> | p 3 |
| 1- Les publics et territoires | |
| 2- Les objectifs de la politique et son évolution | |
| 3- L'efficacité de l'éducation prioritaire | |
| 4- Les moyens et leurs usages | |
| a- Considérations générales | |
| b- Accompagnement des équipes | |
| c- Indemnités | |
| d- Utilisation des moyens pour la réduction d'effectif par classe | |

II- Leviers identifiés pour une efficacité renforcée de l'éducation prioritaire p 5

- 1- Un périmètre à préciser et des objectifs à clarifier
- 2- Leviers pédagogiques et éducatifs
 - a. Une école bienveillante, exigeante, ambitieuse pour tous, qui sécurise et protège élèves et personnels
 - b. Un enseignement explicite des démarches intellectuelles, dès la maternelle (maîtrise de la langue dans toutes les disciplines)
 - c. Une action cohérente de l'ensemble des personnels (travail en équipe, dans la continuité au sein du réseau, et une souplesse des horaires intégrant de la concertation)
 - d. Une organisation pédagogique qui privilégie les temps d'apprentissage et favorise le travail transdisciplinaire
 - e. Une implication des parents, partenaires reconnus
- 3-Leviers en lien avec les ressources humaines
- 4- Perspectives relatives au pilotage

QUELLES PROPOSITIONS POUR LES LEVIERS D'EVOLUTION REPERES ? p 7

- I. Perspectives pédagogiques et éducatives p 7
- II. Perspectives relatives à l'accompagnement et à la formation p 9
- III. Perspectives relatives au travail en équipe, en réseau, en partenariat p 9
- IV. Perspectives relatives au pilotage et à l'évaluation p 10
- V. Perspectives relatives à l'usage des moyens disponibles p 10
- VI. Perspectives relatives à la carte de l'éducation prioritaire p 10

PARTAGE DU DIAGNOSTIC

Dans la partie « partage du diagnostic », les acteurs de l'académie de Montpellier se sont tout autant penchés, voire plus sur les leviers proposés par le groupe national que sur l'état des lieux et le constat.

I- Constat, état des lieux

Concernant les quatre points du constat : la question du pilotage a été très peu abordée, même s'il est souligné, en accord avec le groupe national, que le pilotage fut discontinu et certains y voient là, la raison d'une carte de l'EP (Education Prioritaire) qui n'a pas suivi les évolutions des populations.

1- Les publics et territoires

Plusieurs réseaux, en accord avec le groupe national, partagent l'idée que l'éducation prioritaire est justifiée par l'impact de la concentration des difficultés sociales sur des territoires qui se répercute sur les écoles et la réussite scolaire. De même le manque d'évolution de la carte en lien avec l'évolution des populations est souligné ; certains soulignent que le taux de boursiers, facteur pris en compte dans l'établissement de la carte, est sans doute sous-estimé car certaines familles ne font pas la démarche.

2- Les objectifs de la politique et son évolution

Les réseaux s'entendent sur le fait que l'objectif stratégique d'amélioration des résultats scolaires et de réduction des écarts a été régulièrement rappelé et que la maîtrise de la langue fut toujours au centre des préoccupations. Cependant, elle n'a été réellement prise en compte dans l'ensemble des disciplines. Certains réseaux soulignent le manque de clarté qui s'est installée au cours du temps en lien avec l'apparition d'objectifs opérationnels, variables d'une période à l'autre et dont le lien avec l'objectif stratégique n'a pas été toujours fait ; cela n'a pas contribué à rendre l'acte éducatif et pédagogique opérationnel. Il est demandé par certains que ces objectifs opérationnels soient d'une part plus précis, pas centrés uniquement sur des résultats aux examens et, après une période de suivi, évalués. La question de leur pertinence est posée, le lien avec l'objectif stratégique doit apparaître clairement.

3- L'efficacité de l'éducation prioritaire

Certains réseaux soulignent le paradoxe qui, comme le souligne le rapport : « une EP en avance sur le reste du système éducatif (définition d'objectifs, contractualisation, innovation et expérimentation, continuité pédagogique) » mais qui échoue puisqu'elle n'arrive pas à réduire les écarts de résultats et à combattre le déterminisme social. Cependant, nombre d'entre eux constatent, comme le souligne le rapport, « que les

difficultés sociales qui caractérisent les quartiers se sont plutôt accrues ces dernières années avec une concentration dans ces quartiers de populations plus défavorisées encore (particulièrement marqué dans l'académie de Montpellier).

Si beaucoup d'acteurs « acceptent » le constat d'un manque de réduction des écarts EP/HorsEP, l'accent est mis sur une relation avec des facteurs interne à l'EP comme la réduction locale de moyens (RASED, équipes santé social, encadrement, vie scolaire...depuis 2010) et externe (évolution socio-économique défavorable des populations).

Le manque de fiabilité dans le temps des outils d'évaluation, notamment nationale, est noté par les réseaux, participant du fait que les résultats qu'ils produisent sont peu utilisés par les acteurs pour évaluer leur action sur plusieurs années successives.

4- Les moyens et leurs usages

a- Considérations générales

Les acteurs sont très majoritairement conscients du surcoût de l'EP, mais unanimement d'accord avec l'avis de la cour des comptes et de l'OCDE : « Des moyens significatifs que la Cour des comptes et l'OCDE trouvent pourtant insuffisants »... « 1,8% de surcoût est donc consacré à 20% des élèves ce qui revient à une dépense supplémentaire de 13% par collégien et de 16% par écolier...L'OCDE a indiqué récemment ... que par comparaison avec d'autres pays de son ressort qui ont obtenu de bons résultats, cette somme semble insuffisante. Elle recommande de consacrer 0.13% du PIB par an soit plus du double de ce qui est actuellement consenti à l'éducation prioritaire ».

D'autre part, les réseaux regrettent que trop de concertation se fasse hors du temps de service et comme le précise le rapport: « Les moyens mis en œuvre actuellement dans cette perspective ne sont pas pleinement satisfaisants : « l'organisation de temps de concertation qui ne sont pas inscrits dans le temps de service dans le second degré est très dépendant des contextes locaux...».

b- Accompagnement des équipes

Si le manque de temps d'échanges et de formation entre professionnels de l'éducation prioritaire est regretté, les acteurs apprécient le séminaire pluri-catégoriel académique annuel qui réunit pendant 1 journée acteurs du 1^{er} et du 2nd degré (une centaine de participants lors de sa création en 2009, il en a réuni plus de 400 en 2013).

Le besoin d'accompagner et de former les personnels, de leur préciser les missions attendues et de valoriser leur travail (formations initiale et continue) est signalé, mais est posé aussi la tension dans laquelle se trouve les personnels (se former, être devant les élèves, prendre sur son temps personnel).

c- Indemnités

Très majoritairement, les réseaux estiment que le régime indemnitaire n'a pas attiré davantage d'enseignants en éducation prioritaire ; il est considéré comme une reconnaissance de la difficulté et la spécificité du travail en EP ; certains trouvent que l'indemnité de 1156 euros annuels n'est pas suffisante. Ils estiment nécessaire de faire des efforts locaux pour attirer et retenir des professeurs motivés et efficaces. Le problème du recrutement et de l'engagement des professeurs se pose dans certains réseaux pour lesquels un manque de stabilité d'une année sur l'autre est constaté (beaucoup de non titulaires du poste : TZR, contractuels, maîtres auxiliaires en collège) qui nuit à la continuité du travail.

d- Utilisation des moyens pour la réduction d'effectif par classe

Certains réseaux, notamment en RRS n'ont pas la perception de bénéficier d'un allègement particulier de leurs classes ; d'autres signalent que cet allègement s'est réduit depuis 2010, notamment lors de l'entrée en ECLAIR d'anciens RRS et de la redistribution des moyens dédiés aux anciens RAR.

La réaction est unanimement vive quant au constat concernant les effets de la réduction des effectifs/classe. Si les enseignants s'entendent, avec le rapport pour constater que les écarts faibles ne semblent pas avoir d'influence, ils sont persuadés que la réduction significative de l'effectif est bénéfique pour les élèves et pour eux. Ils ne s'expriment pas, contrairement au rapport, sur les différentes échelles de temps court, moyen et long terme. Ils pensent qu'un nombre nettement plus faible d'élèves par classe est propice au développement de « compétences personnelles de l'élève », offre un environnement scolaire plus serein, moins sonore et une plus grande disponibilité de l'adulte pour chaque élève, susceptible de mieux l'accompagner. Certains admettent que l'efficacité repose aussi sur la mise en place de stratégies pédagogiques, didactiques différentes que le faible effectif facilite.

II- Leviers identifiés pour une efficacité renforcée de l'EP

1- Un périmètre à préciser et des objectifs à clarifier

Les acteurs sont en accord avec la nécessité énoncée dans le rapport, que la carte du territoire de l'éducation prioritaire soit construite en cohérence avec les acteurs de la politique de la ville.

2- Leviers pédagogiques et éducatifs

a- Une école bienveillante, exigeante, ambitieuse pour tous, qui sécurise et protège élèves et personnels.

Les acteurs sont nombreux à s'exprimer sur ce levier : ils estiment que l'intérieur de l'école comme son environnement proche doit constituer un lieu où les élèves, comme les

adultes doivent se sentir bien. La nécessité d'un regard bienveillant sur les élèves, la prise en compte du bien-être de l'élève comme élément propice à son développement et à la réussite scolaire sont cités dans plusieurs réseaux. De même l'exigence et l'ambition sont signalées bien que moins fréquemment.

b- Un enseignement explicite des démarches intellectuelles, dès la maternelle (maîtrise de la langue dans toutes les disciplines).

Les acteurs sont nombreux à souligner la nécessité d'expliquer les démarches intellectuelles et ce dès la maternelle ; le seul exposé des consignes ne suffit pas pour de nombreux élèves à comprendre le sens, l'objectif de ce qu'ils ont à faire et comment s'y prendre pour le réaliser. Ils sont également nombreux à penser que la maîtrise de la langue doit être au centre des apprentissages.

c- Une action cohérente de l'ensemble des personnels (travail en équipe, dans la continuité au sein du réseau, et une souplesse des horaires intégrant de la concertation).

La nécessité d'un travail en équipe et dans la continuité inter degré est aussi rappelée mais, comme précisé plus haut, se heurte à la difficulté de l'absence de temps de concertation repéré et inclus dans le temps de service des enseignants.

d- Une organisation pédagogique qui privilégie les temps d'apprentissage et favorise le travail transdisciplinaire.

En lien avec le levier précédent, de très nombreux acteurs sont persuadés de l'intérêt pour les élèves de l'EP que l'équipe éducative mette en place un travail collectif tant à l'échelle du réseau, qu'entre les disciplines, entre enseignants mais également avec les autres acteurs de l'école. Ils soulignent toujours la difficulté de la concertation (très fréquemment rappelé), existant au sein des acteurs de l'École, mais également celle de libérer du temps pour travailler avec les partenaires de l'École. Ils regrettent le manque de souplesse dans l'utilisation des horaires leur donnant la marge de manœuvre nécessaire pour analyser collectivement la réalité de leur réseau (difficultés et besoins des élèves, construction d'une réponse pédagogique cohérente et spécifique).

e- Une implication des parents, partenaires reconnus.

Comme le précise le rapport, l'alliance avec les parents est très souvent signalée comme une clé essentielle de la réussite des élèves. Il est souvent précisé qu'elle implique un respect mutuel et l'importance d'accompagner les parents qui là, plus qu'ailleurs, sont fréquemment ignorant des codes et du langage de l'École.

3-Leviers en lien avec les ressources humaines

Les réseaux s'expriment essentiellement sur le levier : « Accompagner et former les personnels dans l'optique d'une meilleure constitution et dynamique d'équipe ». Si quelques-uns soulignent l'importance d'avoir des équipes de réseaux, stables, motivées et qui travaillent en cohérence, de penser à une meilleure intégration des nouveaux enseignants, l'accent est mis sur le fait que la formation leur semble insuffisante, voire pas adaptée à leur « réalité de terrain ». Ils rappellent qu'elle se heurte à l'insuffisance de moyens de remplacement. Ils estiment que l'accompagnement est insuffisant malgré la présence des inspecteurs du 2nd degré référents en ECLAIR et la possibilité d'être accompagnés par des formateurs, des universitaires.

4- Perspectives relatives au pilotage

Peu de réseaux abordent cette question. Certains acteurs soulignent néanmoins en accord avec le rapport, le besoin d'un pilotage qui s'inscrit dans la durée et soit pensé en cohérence avec la politique de la ville.

QUELLES PROPOSITIONS POUR LES LEVIERS D'EVOLUTION REPERES ?

I- Perspectives pédagogiques et éducatives

L'ensemble des questions a été abordé sur l'académie ; les liens entre elles amènent des réponses pouvant faire écho à plusieurs des 10 questions proposées.

La question de l'Ecole bienveillante, mais exigeante, permettant aux élèves et aux personnels de travailler dans un climat serein a été largement débattu dans les ateliers (questions a, b, h et i) : les acteurs s'entendent sur de la nécessité d'une école qui rassure, qui écoute l'élève et l'envisage dans sa globalité et non pas exclusivement pour ses performances scolaires. Six axes se dégagent :

1- Nécessité d'un cadre explicite, explicité et compris tant en terme de règles de fonctionnement collectif qu'en terme d'objectifs d'apprentissage

Mise en exergue les valeurs de l'Ecole, mise en place des rituels, travail du rapport à la règle. Explicitation du sens, des attentes, des méthodes d'apprentissage et de travail.

2- Le développement de l'écoute, du travail sur l'estime de soi et sur l'expression des émotions

Plusieurs acteurs signalent l'importance de l'écoute des élèves comme des adultes et la mise en place de projets valorisant écoute (cercle de parole), travail sur l'estime de soi, travail de la langue autour de l'expression des émotions comme vecteur participant du rétablissement et/ou du maintien d'un climat serein et apaisé.

3- Les conditions d'accueil, de reconnaissance et de valorisation du travail

Les conditions propices à un climat serein et apaisé renvoient sur des problématiques d'accueil (cadre matériel accueillant, élèves et adultes bien accueillis), de valorisation et reconnaissance du travail fourni, de communications internes et externes claires. Les conditions de maintien d'un climat serein aux abords de l'école fait débat, comme celle de la sanction au sein d'une école bienveillante.

4- Prise en compte de la marge de progrès de l'élève et mise en place de la différenciation pédagogique

L'importance de tenir compte des progrès de l'élève et non pas exclusivement d'une réussite ou non, est avancée. L'apprentissage et l'évaluation par compétence est un levier fréquemment signalé (la coexistence d'une évaluation par compétence et d'une évaluation chiffrée n'est pas facilitatrice). La bienveillance permet de ne rien céder aux exigences, de rendre à l'erreur son statut d'étape dans les apprentissages et non pas de jugement de valeur, et ainsi de respecter les élèves. Cela doit s'accompagner d'une évolution des pratiques pédagogiques.

De même la question de la mise en œuvre de la différenciation pédagogique questionne. Si les acteurs comprennent qu'elle est nécessaire pour maintenir l'exigence, sa mise en œuvre semble difficile notamment au collège ; elle renvoie également au souhait, exprimé à de nombreuses reprises, d'une réduction des effectifs.

5- La place des parents : modalités à définir

Si l'implication des parents est recherchée et de nombreuses modalités proposées pour la renforcer, la question de leur contribution, pour la définition d'un cadre commun partagé au sein de l'Ecole et compris fait débat. Plusieurs réseaux soulignent que l'alliance avec les parents ne peut être qu'en co-construction, mais en respectant la place et les compétences de chacun.

6- Le renforcement de la maîtrise de la langue

Florence Godard IA-IPR de SVT : chargée de mission académique Education prioritaire - Réussite Educative

La maîtrise de la langue émerge comme repère essentiel pour une culture commune, nécessitant un accompagnement renforcé auquel les parents doivent être associés (aide à la parentalité). Elle doit être travaillée de manière précoce et en continuité de la maternelle au lycée (développement d'un travail quotidien de l'oral et l'écrit) ainsi qu'en transdisciplinaire dans le 2nd degré. De la concertation intégrée au temps de service et des formations communes à ce sujet sont demandées.

II- Perspectives relatives à l'accompagnement et ma formation

Les demandes sont nombreuses et variées. L'institutionnalisation d'un temps de formation dans le service des enseignants est demandé par certains. Cependant certaines formations devraient être intégrées dans la formation initiale. Un rapprochement avec la recherche est souhaité. Au sein de la multitude exprimée on peut mettre en avant :

- La connaissance de la psychologie de l'enfant et de l'adolescent
- L'approche globale de l'enfant (avec sa composante sociale et affective)
- L'identification, le diagnostic de la difficulté scolaire ; gestion de l'hétérogénéité
- La prise en charge des « dys », des élèves handicapés
- La relation avec les parents
- La gestion, la lutte contre la violence, la communication non violente...

De même des groupes de paroles, des analyses de pratiques, des temps d'échanges de formation, de mutualisation d'équipes, à l'échelle du réseau, en continuité 1^{er}-2nd degré sont réclamés.

En terme d'accompagnement, la possibilité de formateurs, de conseillers pédagogiques, d'inspecteurs, de chercheurs en soutien à l'action sont recherchés.

III- Perspectives relatives au travail en équipe, en réseau, en partenariat

Perçu comme très chronophage, il y a cependant un consensus fort sur la nécessité d'un travail en équipe mais pour lequel différentes conditions sont indispensables :

- Concertation (intégrée dans l'emploi du temps) enseignants, personnels éducatif, d'orientation et socio-médical
- Stabilité des personnels

- Projet commun, formations communes et échanges de pratiques 1^{er}-2nd degré
- Outils communs (ENT).

Les thèmes les plus fréquemment invoqués pour travailler avec les partenaires sont la relation avec les parents et les thématiques santé, sociales (soin, santé, rapport à la loi...).

IV- Perspectives relatives au pilotage et à l'évaluation

Le pilotage tant à l'échelle locale que nationale mériterait plus de clarté, de communication, de suivi dans le temps. Il devrait mieux s'articuler avec la politique de la ville. L'équipe tripartite chef d'établissement, IEN, inspecteur 2nd degré, quand elle fonctionne est appréciée.

Les modalités d'attribution des moyens supplémentaires gagneraient à être plus en adéquation avec les demandes exprimées localement, dans une logique d'autonomie de réseau.

V- Perspectives relatives à l'usage des moyens disponibles

De manière récurrente, des besoins dédiés à des temps de concertation et à une réduction significative du nombre d'élèves par classe sont souhaités. De même il est très fréquemment demandé d'augmenter la présence d'adultes au sein des réseaux qui ne soient pas en charge de groupes d'élèves définis : enseignants surnuméraires, enseignants spécialisés en collège, personnels de RASED, de vie scolaire, d'orientation, personnels du domaine de la santé et du social. Le développement de temps de formation continue et commune 1^{er}/2nd degré est actuellement souhaité.

Du point de vue matériel, un équipement informatique pédagogique et sa maintenance sont demandés.

VI- Perspectives relatives à la carte de l'éducation prioritaire

Le seul point sur lequel la majorité des acteurs s'entend est la nécessité de croiser des indicateurs scolaires (validation socle, résultats à des évaluations nationales et examens, mais aussi assiduité, nombre d'équipes éducatives...) et des indicateurs environnementaux, en nombre plus important qu'actuellement (sociaux et économiques). Sont cités le nombre de familles monoparentales, d'élèves en famille d'accueil, le taux de chômage ou de non actifs, d'allocataires du RSA sur un secteur de recrutement. Au final pour ces indicateurs, il s'agit de davantage prendre en compte une photographie socio-économique du territoire qu'une photographie des familles du collège. Cela va dans le sens d'un rapprochement avec la politique de la ville.